

INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP)

Le 28 janvier 2021

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre du recrutement **d'une structure de consultation pour le développement du potentiel de financement additionnel public, privé et communautaire pour l'accélération des objectifs de développement durable**

Veuillez utiliser le formulaire figurant dans l'annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les propositions peuvent être soumises au plus tard le **28 Février 2021 à 23h59 GMT** et par courrier électronique à l'adresse suivante : uncdf.procurement@uncdf.org

cc : katiella.mai.moussa@uncdf.org

aby.barro@uncdf.org

Votre soumission doit être rédigée en français, et assortie d'une durée de validité minimum de 90 jours.

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu'elle parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par UNCDF postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Votre soumission est à faire par courrier électronique, sous forme de deux courriers distincts :

- l'un relatif à la proposition technique avec pour objet : **Proposition Technique - RFP 74880 RDC - développement du potentiel de financement additionnel public, privé et communautaire pour l'accélération des objectifs de développement durable**
- et le second relatif à la proposition financière avec pour objet : **Proposition Financière - RFP 74880 RDC - développement du potentiel de financement additionnel public, privé et communautaire pour l'accélération des objectifs de développement durable**

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l'exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l'ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences de UNCDF.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par UNCDF. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par UNCDF, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par UNCDF après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, UNCDF se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales de UNCDF figurant ici : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/how-we-buy.html>

Veuillez noter que UNCDF n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que UNCDF met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante : <http://www.undp.org/procurement/protest.shtml> .

UNCDF encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant à UNCDF si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

UNCDF applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables à UNCDF, ainsi qu'aux tiers participant aux activités de UNCDF. UNCDF attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

Cordialement

Christel Alvergne
Coordonnatrice Technique Régionale d'UNCDF en Afrique
de l'Ouest et du Centre

Description des exigences

Contexte	<p>La RDC a souscrit à l'agenda 2030 en septembre 2015 et en a fait le principal levier de son action de développement. Dès 2016, elle a défini ses priorités nationales ODD et les a intégrées dans ses politiques et cadres de planification du développement. La RDC a adopté, en novembre 2019, son Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2020-2024, assorti d'un Plan d'Actions Prioritaires et décliné au niveau décentralisé en Plans de Développement Provinciaux (PDP). Ces plans sont fortement axés sur l'atteinte des ODDs. Le coût global du PNSD sur les cinq ans est évalué à 47,96 milliards de dollars US. Le gap à financer représente environ 26,43 milliards USD, soit 55,11% du cout total du PNSD.</p> <p>Le pays a fait d'importants efforts vers la réalisation des ODD. Toutefois, l'environnement institutionnel, politique et règlementaire, aux niveaux national et local, n'est pas favorable à la mobilisation des ressources pour combler ce gap de financement du PNSD. Les analyses ont montré que la RDC et ses provinces souffrent à la fois d'insuffisantes capacités institutionnelles ainsi que des déficits de ressources financières pour conduire les changements prévus dans le PNSD et les PDP en faveur des ODD.</p> <p>C'est dans ce contexte que le PNUD, l'UNCDF, l'UNICEF et ONU FEMMES ont élaboré un programme conjoint qui a bénéficié d'une subvention du Secrétariat du Fonds pour les ODDs. Ce programme conjoint se propose d'explorer des modalités de mobilisation de ressources et de financement innovant afin d'atteindre les ODDs, à travers le renforcement des capacités de leadership du gouvernement et le développement du secteur privé sur la base d'un dialogue structuré</p>
Partenaires de réalisation de UNCDF	Agences participantes au Programmes Conjoint (PNUD, UNICEF, UNCDF, UNWOMEN), les points focaux des ministères sectoriels et autres organes gouvernementaux, les institutions privées
Brève description des services requis	<p>L'objectif de cette consultation est de développer des stratégies pour mobiliser et exploiter le potentiel de financements publics, privés, et communautaires susceptibles de contribuer à l'accélération vers l'atteinte des ODDs. De façon spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Identifier les mécanismes pour promouvoir le partenariat public-privé (PPP) et accélérer le financement des projets catalytiques aux niveaux national et provincial avec un accent sur les femmes ✓ Proposer les conditions et voies d'appui à la politique et le plaidoyer / le dialogue pour promouvoir le secteur privé et l'investissement public et communautaire avec un accent sur l'entrepreneuriat féminin/démonstration pilote avec le secteur

	<p>bancaire domestique).</p> <p>✓ Analyser et proposer des voies de renforcement du cadre juridique et institutionnel pour créer un environnement favorable à la promotion de financements inclusifs (Financements climatiques, investissements dans les secteurs sociaux) pro-ODDs</p>
Liste et description des prestations attendues	Voir les Termes de Références
Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services	Le Conseiller Technique Régional UNCDF en charge de l'Etude, avec l'appui du point focal UNCDF en RDC, et le Point Focal de ONUFEMME
Fréquence des rapports	cfr Rubrique calendrier et livrables
Exigences en matière de rapport d'avancement	cfr Rubrique Calendrier et livrables
Lieu des prestations	Kinshasa et les provinces du programme
Durée prévue des prestations	60 jours étalés sur 3 mois au maximum
Date probable de commencement prévue	Le 19 Avril 2021
Date-limite d'achèvement prévue	Le 30 Août 2021
Déplacements prévus	Kinshasa et Provinces
Exigences particulières en matière de sécurité	Alignement sur les exigences en matière de sécurité édictées par le système des Nations Unies
Equipements à fournir par UNCDF (doivent être exclus du prix offert)	Aucun
Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités	✓ Requis
Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services	✓ Requis
Devise de la soumission	✓ Dollar US ou monnaie locale
Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert	✓ Doit exclure la TVA et autres impôts indirects applicables
Durée de validité de contrat	<p>✓ 90 jours calendaires</p> <p>Dans certaines circonstances exceptionnelles, UNCDF pourra demander au soumissionnaire de prolonger la durée de validité de sa soumission au-delà de ce qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prolongation, sans aucune modification de la soumission.</p>
Soumissions partielles	Non
Conditions de paiement ¹	Voir le présent dossier d'appel d'offre
Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement	Conseillers Techniques régionaux UNCDF
Type de contrat devant être signé	✓ Contrat institutionnel

¹UNCDF préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20% du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, UNCDF obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre de UNCDF du même montant que l'avance versée par UNCDF au prestataire de services.

Critère d'attribution du contrat	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Score combiné le plus élevé (l'offre technique comptant pour 70 % et le prix pour 30 %) ✓ Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat de UNCDF (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.
Critère d'évaluation de la soumission	<p>(Soumission technique : 100%) * (70 %) : Soumission financière (30 %)</p> <p>A calculer en comparant le prix de la soumission par rapport au prix le plus bas des soumissions reçues par UNCDF mais pour les candidats techniquement qualifiés</p>
UNCDF attribuera le contrat à :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un seul et unique prestataire de services
Annexes de la présente RFP	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formulaire de présentation de la soumission ✓ TDR détaillés
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement)	<p>katiella.mai.moussa@uncdf.org cc : uncdf.procurement@uncdf.org</p> <p>Les réponses tardives de UNCDF ne pourront pas servir de prétexte à la prolongation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si UNCDF estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.</p>

FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES²

(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services³)

[insérez le lieu et la date]

A : Christel Alvergne, Coordonnatrice Technique Régionale UNCDF Afrique de l'Ouest et du Centre

CC : Aby Barro, Programme Associate

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes à UNCDF conformément aux exigences définies dans la RFP en date du [précisez la date] et dans l'ensemble de ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des conditions contractuelles générales de UNCDF.

A. Qualifications du prestataire de services

Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences de UNCDF en indiquant ce qui suit :

- a) Profil – décrivant la nature de l'activité, le domaine d'expertise, les licences, certifications, accréditations ;*
- b) Licences commerciales – documents d'immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;*
- c) Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultats et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;*
- d) Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande UNCDF, contenant une description de l'objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;*
- e) Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.*
- f) Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU.*

B. Méthodologie proposée pour la fourniture des services

Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences de UNCDF en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles, des conditions d'information et des mécanismes d'assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.

² Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.

³ Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

C. **Qualifications du personnel clé**

Le prestataire de services doit fournir :

- a) *les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d'équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;*
- b) *des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis*
- c) *la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu'il sera disponible pendant toute la durée du contrat.*

D. **Ventilation des coûts par prestation***

	Prestations <i>[énumérez-les telles qu'elles figurent dans la RFP]</i>	Pourcentage du prix total	Prix <i>(forfaitaire, tout compris)</i>
1	Prestation 1		
2	Prestation 2		
3		
	Total	100 %	

**Ceci pourrait servir de fondement aux tranches de paiement*

E. **Ventilation des coûts par élément de coût [Il ne s'agit que d'un exemple]**

Description de l'activité	Rémunération	Durée totale de l'engagement	Cout Total
I. Services fournis par le personnel			
Les honoraires détaillés par Consultant			
II. Frais			
1. Frais de déplacement			
2. Indemnité journalière			
3. Communications			
4. Reproduction			
5. Location de matériel			
6. Autres			
III. Autres coûts connexes			

[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire de services]

[Fonctions]

[Date]

TERME DE REFERENCES

Bureau d'études / groupe de Consultants ayant pour mission le développement du potentiel de financement additionnel public, privé et communautaire pour l'accélération des objectifs de développement durable

Contexte et justification

A) Contexte organisationnel

L'UNCDF (UN Capital Development Fund) met les finances publiques et privées au service des plus démunis dans les 47 Pays les Moins Avancés du monde. Grâce à son mandat et à ses instruments, l'UNCDF propose des modèles de financement au "dernier kilomètre" qui permettent de débloquent des ressources publiques et privées, en particulier au niveau national, pour réduire la pauvreté et soutenir le développement économique local.

Les modèles de financement de l'UNCDF fonctionnent par le biais de trois canaux : les économies numériques inclusives, qui relient les individus, les ménages et les petites entreprises aux écosystèmes financiers qui catalysent la participation à l'économie locale et fournissent des outils pour sortir de la pauvreté et gérer la vie financière ; le financement du développement local, qui renforce les capacités des localités grâce à la décentralisation fiscale, à un financement municipal innovant et au financement structuré de projets afin de stimuler l'expansion économique locale et le développement durable ; et le financement des investissements, qui fournit une structuration financière catalytique, une réduction des risques et un déploiement de capitaux pour stimuler l'impact des SDG et la mobilisation des ressources nationales. En renforçant la manière dont la finance fonctionne pour les pauvres au niveau des ménages, des petites entreprises et des infrastructures locales, l'UNCDF contribue à l'objectif de développement durable - SDG 1 sur l'éradication de la pauvreté et SDG 17 sur les moyens de mise en œuvre. En identifiant les segments du marché où des modèles de financement innovants peuvent avoir un impact transformationnel en aidant à atteindre le dernier kilomètre et à lutter contre l'exclusion et les inégalités d'accès aux financements, l'UNCDF contribue à de multiples SDGs.

B) Contexte du projet

La RDC a souscrit à l'agenda 2030 en septembre 2015 et en a fait le principal levier de son action de développement. Dès 2016, elle a défini ses priorités nationales ODD et les a intégrées dans ses politiques et cadres de planification du développement. La RDC a adopté, en novembre 2019, son Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2020-2024, assorti d'un Plan d'Actions Prioritaires et décliné au niveau décentralisé en Plans de Développement Provinciaux (PDP). Ces plans sont fortement axés sur l'atteinte des ODDs. Le coût global du PNSD sur les cinq ans est évalué à 47,96 milliards de dollars US. Le gap à financer représente environ 26,43 milliards USD, soit 55,11% du coût total du PNSD.

Le pays a fait d'importants efforts vers la réalisation des ODD. Toutefois, l'environnement institutionnel, politique et réglementaire, aux niveaux national et local, n'est pas favorable à la mobilisation des ressources pour combler ce gap de financement du PNSD. Les analyses ont montré que la RDC et ses provinces souffrent à la fois d'insuffisantes capacités institutionnelles ainsi que des déficits de ressources financières pour conduire les changements prévus dans le PNSD et les PDP en faveur des ODD.

C'est dans ce contexte que le PNUD, l'UNCDF, l'UNICEF et ONU FEMMES ont élaboré un programme conjoint qui a bénéficié d'une subvention du Secrétariat du Fonds pour les ODDs. Ce programme conjoint se propose d'explorer des modalités de mobilisation de ressources et de financement innovant afin d'atteindre les ODDs, à travers le renforcement des capacités de leadership du gouvernement et le développement du secteur privé sur la base d'un dialogue structuré.

Il s'agit d'appuyer le Gouvernement de la RDC à créer un environnement favorable assorti d'actions stratégiques et innovatrices pour accroître le financement des ODDs en apportant des solutions dans les secteurs prioritaires du PNSD notamment à travers 2 axes :

- Appuyer le pays à exploiter le potentiel de financement supplémentaire (public, privé et communautaire) pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODDs, en particulier dans les secteurs prioritaires tels que la Santé, l'Agriculture et l'Energie ;
- Soutenir le pays à élargir son espace fiscal national et provincial, en vue d'accroître le financement des investissements catalytiques axés sur les ODDs ;
- Renforcer l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques locales et nationales, pour améliorer l'impact des politiques publiques, particulièrement dans les secteurs pro-ODDs

Description des responsabilités

Sous la coordination du Consultant principal, le bureau va développer des stratégies pour mobiliser et exploiter le potentiel de financements publics, privés, PPP et communautaires susceptibles de contribuer à l'accélération vers l'atteinte des ODDs. Il s'agira d'analyser le cadre réglementaire et institutionnel (instruments, textes, démarche consensuelle, outils, recommandations pour la mobilisation du secteur privé et du PPP, accord sur les financements des ODD) existant pour le financement des ODDs par le secteur privé et des dispositifs de PPPs afin d'améliorer le volume et la durabilité des interventions pro-ODDs au niveau national et local. Il s'agit de façon spécifique de:

- Promouvoir le PPP pour accélérer le financement des projets catalytiques aux niveaux national et provincial avec un accent sur les femmes
- Proposer les conditions et voies d'appui à la politique et le plaidoyer / le dialogue pour promouvoir le secteur privé et l'investissement communautaire (accent sur l'entrepreneuriat féminin)
- Analyser et proposer des voies de renforcement du cadre juridique et institutionnel pour créer un environnement favorable à la promotion de financements inclusifs (Financement climatiques, investissements dans les secteurs sociaux) pro-ODDs

Approche de mise en œuvre

Cette consultation nécessite de travailler en étroite collaboration avec l'équipe des Agences participantes au Programme Conjoint (PNUD, UNICEF, UNCDF, UNWOMEN), les points focaux des ministères sectoriels et d'autres organes gouvernementaux, les institutions privées. L'approche comprendra des discussions et ateliers techniques, des travaux de groupes, des visites de terrain, des analyses des rapports existants

Résultats attendus et Livrables de la mission

Les résultats attendus suivants rentrent dans le cadre de la mise en place des cadres politique, juridique et stratégique ainsi que des outils innovants et catalytiques pour appuyer l'expansion du financement des ODDs.

1. Outils d'accélération du financement des projets catalytiques pro-ODD y compris au travers des PPP, aux niveaux national et provincial avec un accent sur les femmes, plus précisément.
 - o Une stratégie de renforcement des capacités pour le développement des projets d'investissements pro-ODD sensible au genre, au changement climatique
 - o Un pipeline de 2 à 3 projets de démonstration pilote de PME et/ou PPP, sensible au genre, identifiés, développés et prêts au financement afin de lancer le processus de création d'effet multiplicateur à travers « le Learning by doing » et l'incitation des parties prenantes⁴.
2. Une proposition de renforcement du cadre juridique et institutionnel pour créer un environnement favorable à la promotion de financements inclusifs (Financements climatiques, investissements dans les secteurs sociaux) pro-ODDs assortie d'une stratégie opérationnelle
3. Un cadre politique et de plaidoyer pour la promotion des investissements privés et communautaires orientés vers l'entreprenariat féminin assorti d'une stratégie de communication.
4. Un plan de renforcement des capacités du personnel clé des secteurs publics et privé à mobiliser des ressources, à développer et à maintenir des PPP fructueux.
5. Les TDRs d'un Atelier de validation de ces différents documents assortis de la liste des participants et d'agenda détaillé

Expériences et Compétences requises pour conduire la mission

La mission de consultation doit être composée d'une équipe d'experts-es sur la base des compétences confirmées dans le domaine. Les experts-es devront être complémentaires pour produire les résultats clés identifiés dans les présents TDRs.

Dossiers de candidatures

Les dossiers de candidatures des structures intéressées devront comporter une offre technique et une offre financière.

L'offre technique comprendra:

- I. Une lettre de candidature exprimant l'intérêt de la structure et ses capacités à réaliser cette prestation,
- II. Une brève présentation de l'expérience de la Structure dans le domaine de la mission ;
- III. La méthodologie à adopter et le calendrier pour réaliser l'étude ;
- IV. Un CV détaillé du Consultant Principal
- V. CV des collaborateurs techniques affectés à la mission ;
- VI. Des attestations de services rendus et /ou produits réalisés.

L'offre financière doit prendre en compte tous les moyens requis pour assurer la mission demandée.

L'offre financière doit indiquer un prix total du contrat fixe tout compris (en dollarUS) étayé par une ventilation des coûts selon une budgétisation détaillée.

- **Ventilation des coûts par prestation**

	Prestations <i>[énumérez-les telles qu'elles figurent dans la RFP]</i>	Pourcentage du prix total	Prix <i>(forfaitaire, tout compris)</i>
1	Prestation 1		
2	Prestation 2		

⁴ Avec l'Appui de UNCDF dans l'appel à proposition.

3		
	Total	100 %	

• Ventilation des coûts par élément de coût [Il ne s'agit que d'un exemple]

Description de l'activité	Rémunération	Durée totale de l'engagement	Montant total
I. Services fournis par le personnel			
Honoraires			
a. Expert 1			
b. Expert 2			
c. Expert 3			
II. Frais			
1. Frais de déplacement			
2. Indemnité journalière			
3. Communications			
4. Reproduction			
5. Location de matériel			
6. Autres			
III. Autres coûts connexes			

EVALUATION DES OFFRES

I. Évaluation technique:

N°	Critères	Nombre maximum de points
1 – Expériences/connaissances de la structure		25
1-1	Expérience du cabinet en matière de financement du développement national et local, plus spécifiquement en: <ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation de financement Pro ODD • Contexte institutionnel de la décentralisation en RDC; • Développement des politiques de Développement local inclusif 	10
1-2	Connaissances approfondies en matière de : <ul style="list-style-type: none"> • Maitrise du cadre réglementaire et juridique du financement du développement par le secteur privé et le PPP; • Secteur privé et mécanisme de financement du système bancaire en RDCe. 	10
1-3	Expérience du cabinet en matière de : <ul style="list-style-type: none"> • Conduite des études similaires ; • Expérience en développement des outils stratégiques et pratiques d'autonomisation des femmes • Expérience de travail avec les agences des nations Unies 	5
2 – Compréhension des TDR		20
2-1	Compréhension globale de la prestation demandée	20
3 – Méthodologie proposée		20

3-1	Pertinence de la méthodologie proposée	20
4 – Qualification et expérience de l'équipe d'étude		35
4-1	Expérience similaire responsable de la mission	20
4-2	Compétences du personnel technique	15
TOTAL		100

Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

Évaluation financière :

Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.

Le contrat sera attribué au cabinet ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%).

Conditions de paiement

Après la signature du contrat⁵, Les paiements sont assujettis à la soumission des livrables assorties des pondérations des % des honoraires.

Livable	Nature du livrable	% du paiement des honoraires totaux
Livable 1	1. Note méthodologique sur la stratégie de mise en œuvre des activités, en conformité avec l'offre technique acceptée par UNCDF et le plan de travail	15%
Livable 2	2. Une proposition de renforcement du cadre juridique et institutionnel pour créer un environnement favorable à la promotion de financements innovants inclusifs (climatiques, secteurs sociaux) pro-ODDs 3. Une stratégie de renforcement des capacités pour le développement des projets d'investissements pro-ODD sensibles au genre, au changement climatique 4. Un pipeline de 2 à 3 projets de démonstration pilote de PME et/ou PPP, sensibles au genre, identifiés, développés et prêts au financement	50%
Livable 3	5. Un cadre politique et de plaidoyer pour la	20%

⁵ UNCDF préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20% du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, UNCDF obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre de UNCDF du même montant que l'avance versée par UNCDF au prestataire de services.

	<p>promotion des investissements privés et communautaires orientés vers l'entrepreneuriat féminin assorti d'une stratégie de communication.</p> <p>6. Un plan de renforcement des capacités du personnel clé des secteurs publics et privé à mobiliser des ressources, à développer et à maintenir des PPP fructueux.</p>		
Livrable 4	<p>7. Un rapport final d'étude qui englobe, les cadres politiques et institutionnels, les stratégies et plans</p> <p>8. Les TDRs d'un Atelier de validation de ces différents cadres politiques et institutionnels, stratégies et plans assortis de la liste des participants et d'un agenda détaillé</p>	15%	